

Entrevista com Christian Laval

Christian Laval

Professor de Sociologia na Université Paris Nanterre,
Laboratoire Sophiapol, Institut de recherche de la FSU

Entrevista realizada em Paris, em 11 de outubro 2016
por Fábio Henrique Pereira (Universidade de Brasília),
com colaboração de France Aubin (Université du Qué-
bec à Montréal).

1 Sobre ver as estratégias de engajamento intelectual de Laval e de outros intelectuais críticos à globalização, ver a tese de France Aubin: *La nouvelle résistance. Strategies de publicisation déployés par des intellectuels critiques de la globalisation* (1994-2005). 2006. Tese (Doutorado em Comunicação) - Grupo de Pesquisa Interdisciplinar sobre Comunicação, Informação e Sociedade (Gricics) – UQAM. Montreal: Université de Québec à Montréal, 2006.

2 Pierre Dardot, Christian Laval. *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte, 2014, 600p

Apresentação:

No encontro que teve com France Aubin, em 2004, por ocasião de sua pesquisa de doutorado sobre intelectuais e espaço público, Christian Laval ainda não era muito conhecido fora do meio militante, que se mobilizava contra a mercantilização da educação e o crescimento da escola neoliberal. No entanto, o sociólogo, especialista no utilitarismo (Bentham) e nas “políticas educativas de inspiração liberal”, já apresentava certas características do que Aubin atribuía a um intelectual: o engajamento sobre uma questão social – a educação – a partir de um posicionamento ideológico explícito – no seu caso um posicionamento crítico visando a emancipação¹. Desde então, Laval se tornou conhecido para além do meio militante, na sequência da publicação de seus livros, frequentemente escritos em coautoria, sobre o neoliberalismo, o marxismo e as novas alternativas políticas. É o caso da obra *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle (Commun. Um ensaios sobre a revolução no século XXI*, em tradução livre²), evocada durante esta entrevista.

Em 2004, as incursões de Christian Laval no espaço público eram amplamente determinadas pela rede social na qual ele estava inserido, particularmente em função do seu engajamento sindical no instituto de pesquisa da *Fédération syndicale unitaire* (FSU – Federação Sindical Unitária). Ele não se sentia muito à vontade na mídia de modo geral, preferia os meios impressos e evitava a rádio. Em 2016, sua presença a rádio era mais frequente e, sobretudo, as conferências que ele pronunciava tornaram-se mais visíveis por conta da sua difusão na Web, principalmente o Youtube, mas também em veículos como o site independente de notícias online *Mediapart*. E os seus livros passaram ser traduzidos para três, quatros idiomas. Sua reputação ultrapassou em muito o território francês.

A entrevista concedida em 2016 a Fábio Pereira para este dossiê temático da revista **Eptic** é duas vezes esclarecedora. Primeiro porque ela permite um retorno na discussão sobre as suas modalidades de engajamento no espaço público – como já foi dito nesta introdução. Mas também porque, em 12 anos, o seu percurso “atípico”, como ele mesmo diz, lhe permitiu passar do estatuto de professor de ensino médio ao de professor universitário. “Jovem e velho ao mesmo tempo”, ele busca lançar um olhar perspicaz em relação à esfera acadêmica e ao “dispositivo universitário”. Trata-se do olhar de um intelectual “tangencial”, que continua buscando combinar o engajamento militante sindical e o trabalho de erudição. Praticante do trabalho colaborativo e também da “descompartmentalização” epistemológica, Laval se esforça para dar visibilidade às práticas utópicas sem, contudo, deixar de demonstrar o desconforto de alguém que sabe que tem razão, mas cuja “força intrínseca da ideia verdadeira” continua sendo uma ilusão.



Enfim, em resposta às últimas questões, que tratam dos eventos recentes da política brasileira, Laval sugere que o trabalho dos intelectuais críticos será considerável e que é necessário reinventar a esquerda, lhe atribuir um novo léxico, uma nova gramática, novos conceitos. Para ele, é preciso reinventar um projeto de emancipação ou, ao menos, reformulá-lo. Tudo isso em um contexto particularmente difícil porque os intelectuais não estão mais imersos em uma conflitualidade social clara, já que grande parte das classes populares e das classes médias têm oscilado em direção à extrema direita. É preciso, portanto, “continuar a fornecer as armas à crítica, sem saber o que isso pode gerar”.

Présentation

*FR: Au moment où France Aubin le rencontre en 2004, dans le cadre de sa recherche doctorale sur les intellectuels et l'espace public, Christian Laval n'est pas encore très connu en dehors du milieu militant qui se mobilise contre la marchandisation de l'éducation et la montée de l'école néolibérale. Néanmoins, le sociologue spécialiste de l'utilitarisme (Bentham) et « des politiques éducatives d'inspiration libérale » présente déjà certaines caractéristiques de ce qu'Aubin nomme un intellectuel, à savoir notamment la prise de position sur un enjeu social – l'éducation – à partir d'un positionnement idéologique explicite, dans son cas, un positionnement critique visant l'émancipation. Depuis, Laval s'est fait connaître bien au-delà du milieu militant, à la suite de la parution d'ouvrages, souvent rédigés en collaboration, sur le néolibéralisme, le marxisme et les nouvelles alternatives politiques, entre autres dans *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, qu'il évoque dans l'entretien.*

En 2004, les incursions de Christian Laval dans l'espace public étaient largement déterminées par le réseau social auquel il participait, en particulier en raison de son engagement syndical auprès de l'institut de recherche de la Fédération syndicale unitaire (FSU). Il n'était pas très à l'aise dans les médias, préférait l'écrit et évitait la radio. En 2016, sa présence à la radio est plus régulière mais surtout les conférences qu'il prononce sont beaucoup plus visibles du fait de leur diffusion en ligne, notamment sur Youtube mais aussi sur des sites comme Mediapart. Et ses livres sont traduits en 3 ou 4 langues. Sa réputation dépasse largement les frontières de l'Hexagone.

*L'entretien qu'il accorde en 2016 à Fabio Pereira pour ce numéro de la revue *Ep-tic* est doublement éclairant. D'abord parce que cela permet de revenir sur ses modalités d'engagement dans l'espace public, comme nous venons de le résumer rapidement, mais aussi parce qu'en 12 ans, son parcours, « atypique » comme il le dit lui-même, l'a fait passer du statut d'enseignant au lycée à celui de professeur d'université. « À la fois jeune et vieux », il est à même de jeter sur la sphère acadé-*



mique et sur le « dispositif universitaire » un retard aiguisé, celui d'un intellectuel « tangentiel », qui continue de chercher à combiner engagement militant syndical et travail d'érudition. Pratiquant le travail collaboratif tout autant que le « décloisonnement » épistémologique, Laval s'applique à rendre visibles les pratiques utopiques sans toutefois pouvoir échapper lui-même à l'inconfort de celui qui sait qu'il a raison, mais que « la force intrinsèque de l'idée vraie » demeure une illusion.

Enfin, en réponse aux dernières questions de Pereira sur l'actualité brésilienne, Laval suggère que le travail des intellectuels critiques sera considérable et qu'il faut réinventer la gauche ; lui donner un nouveau lexique, une nouvelle grammaire, de nouveaux concepts ; qu'il faut réinventer un projet émancipateur, au moins le reformuler, le tout dans un contexte particulièrement difficile parce que les intellectuels ne sont plus portés par une conflictualité sociale claire du fait qu'une grande partie des classes populaires et des classes moyennes ont basculé du côté de la droite et de l'extrême-droite. Il faut « continuer à fournir des armes à la critique sans savoir ce que ça va donner... »

Fábio Pereira: Depuis 2004, votre situation professionnelle a beaucoup changé. Vous étiez enseignant au lycée Turgot, vous êtes maintenant professeur à l'université de Nanterre. En 2004, vous aviez exprimé le souhait d'être engagé dans une université. Maintenant que vous y êtes, comment évaluez-vous ce passage ?

D'abord, mon parcours est assez atypique, je suis vraiment une espèce d'*outsider* : j'ai fait beaucoup pour ne pas réussir à entrer à l'université. Avant d'en faire beaucoup pour y entrer (rires). C'est-à-dire une thèse extrêmement tardive, un parcours qui est passé de l'économie à la philosophie, à la psychanalyse... J'ai beaucoup circulé et dans beaucoup de domaines sans me spécialiser, mais en m'intéressant à la fois à beaucoup de choses mais avec un axe principal qui était l'utilitarisme, le libéralisme, le néo-libéralisme. J'ai un axe très clair, je crois, depuis près de 40 ans mais, en même temps, je n'ai pas du tout fonctionné dans les grands rails institutionnels, dans les grands dispositifs disciplinaires.

Je suis donc arrivé à l'université par des efforts réels, puisque j'ai fait une thèse, une habilitation à diriger des recherches [HDR] et j'ai postulé à des postes, mais au fur et à mesure que j'avancais en âge, mes chances diminuaient considérablement et mon arrivée ici est un peu le fruit à la fois de la chance et du hasard. J'ai profité de circonstances assez exceptionnelles : du départ à la retraite d'Alain Caillé, qui a dirigé ma thèse et mon HDR, et du fait qu'un certain nombre de candidats « naturels » à ce poste n'étaient pas en mesure de s'y présenter. J'aurais tout à fait pu terminer ma carrière au lycée où j'étais très bien puisque je bénéficiais d'un statut particulier qui me permettait de travailler à mi-temps. L'autre moitié du



3 La Fédération syndicale unitaire (FSU) est la première fédération syndicale en France de l'enseignement.

temps, je bénéficiais d'une décharge syndicale pour animer des recherches dans le cadre d'un institut de recherche syndicale, l'institut de la FSU³. Donc, j'étais parfaitement heureux, j'avais beaucoup moins de travail qu'aujourd'hui. J'avais beaucoup plus de disponibilité pour faire des recherches, même si je n'avais pas le statut universitaire ni les possibilités de voyager, d'aller dans des colloques, etc. Donc, ce passage s'est fait très simplement, je n'étais pas du tout universitaire, mais j'étais chercheur. Je ne connaissais pas bien le monde de l'enseignement universitaire, mais j'avais été enseignant suffisamment longtemps au lycée pour savoir ce qu'était la communication pédagogique et peut-être, pour le savoir un petit peu mieux que certains de mes collègues. Mais j'étais, il faut quand même le noter, déjà depuis longtemps attaché au laboratoire Sopiapol de Nanterre.

F: Vous avez mentionné les avantages liés au statut de professeur, comme le fait de voyager, etc. Mais y a-t-il aussi une déception occasionnée par la charge de travail, la routine ? Est-ce qu'il y a des désavantages à ce passage [du statut d'enseignant de lycée à celui de professeur d'université] ?

Oui, je veux faire un petit bilan avec vous. D'un côté, il y a un immense plaisir lié au rapport aux étudiants, avec les étudiants avancés en particulier. C'est une espèce de relation de compagnonnage, de complicité, de connivence intellectuelle qui me plaît beaucoup. Il y a évidemment les bénéfices symboliques liés au statut de professeur d'université qui existent aussi. Et en France et surtout à l'étranger, on comprend souvent mal que des gens qui ont des thèses ou qui font des recherches soient encore enseignants au lycée. Or, ça existe, et c'est assez massif en France. Dans certaines disciplines : en sociologie, en histoire, en philosophie - surtout en philosophie - il y a énormément de gens qui sont des chercheurs, des chercheurs authentiques, mais n'ont pas de poste à l'université et enseignent en lycée. C'est d'ailleurs une vieille tradition française qui fait que, par la voie de l'École normale supérieure et de l'agrégation, un très grand nombre de grands intellectuels français sont restés longtemps enseignants au lycée. C'est une tradition française, mais qui est aujourd'hui mal comprise. Ce qui est dû à une sorte de déclasserement symbolique des enseignants du secondaire, ce qui fait que beaucoup sont assez malheureux de rester dans l'enseignement secondaire et aimeraient avoir le statut d'universitaires.

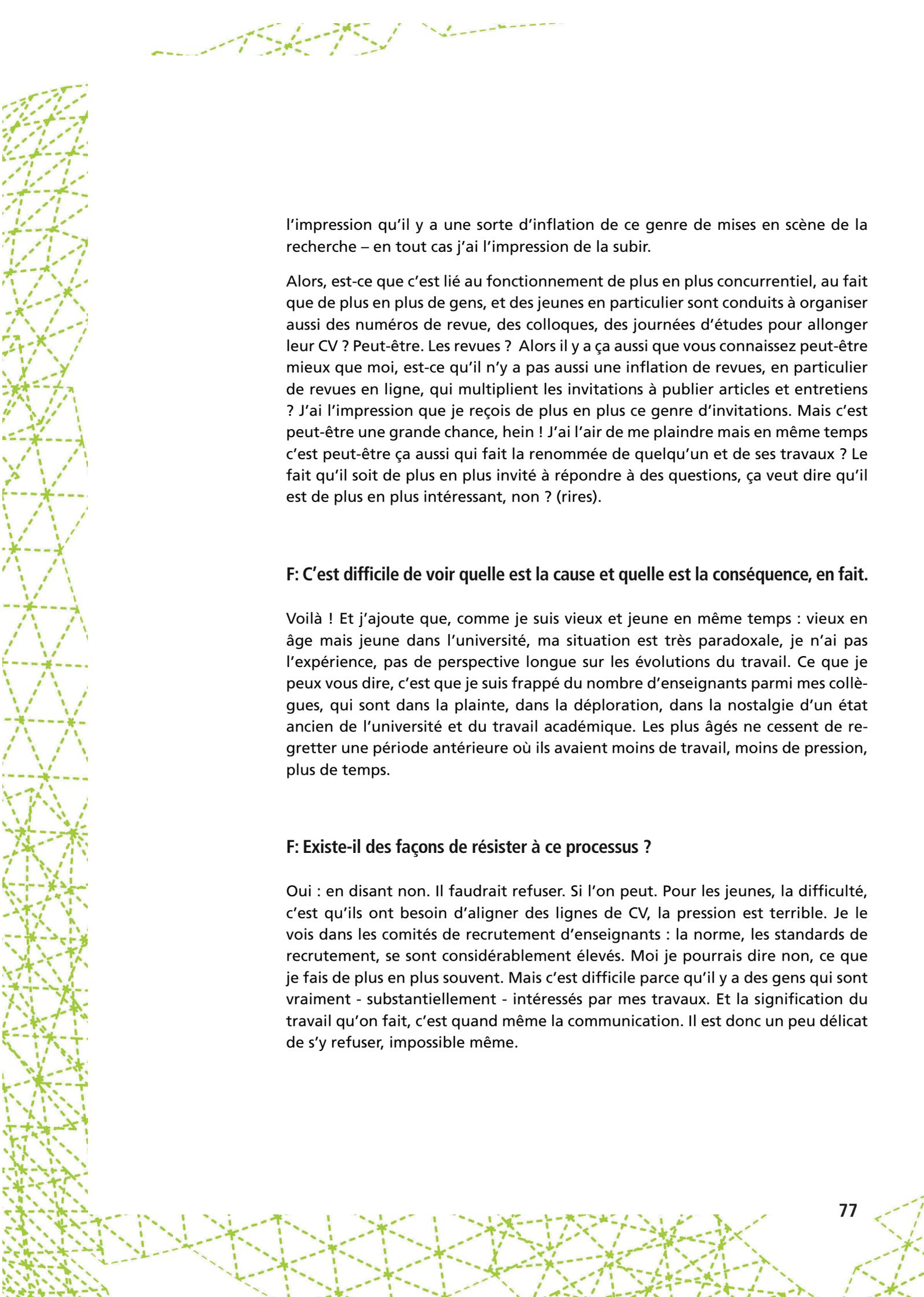
Ce que j'observe pour ma part, c'est que l'université est devenue un dispositif qui ne facilite pas la recherche, qui même entrave des travaux au long cours comme ceux que j'ai menés sur des dizaines d'années, qui supposent une disposition en temps et une continuité dans le travail. Ce que j'observe depuis six ans que je suis à l'université, c'est un très grand éclatement des tâches : nous avons affaire à un travail multitâche avec une explosion, une fragmentation du temps, de l'énergie



intellectuelle. Cela explique sans doute que j'aspire à partir à la retraite relativement tôt pour pouvoir me remettre au travail sérieux (rires).

F: Pour revenir sur la question du multitâche, le fait qu'à l'université on doit substituer à l'idée de la pensée à long terme l'idée de la productivité, par exemple en termes d'articles dans les revues scientifiques, cela vous affecte-t-il aussi ?

Oui, oui. Moi, ce que je découvre et ce qui semble confirmer les analyses que j'avais faites sur l'école et l'université néolibérales, c'est que cela touche le contenu du travail, la manière dont on produit de la connaissance. C'est donc au plus central, au plus intime, si je puis dire, du travail de chercheur que le néolibéralisme nous affecte, par le fait que nous sommes sans cesse invités à produire des articles et à faire des communications. Il y a une sorte d'emballement. Pour ma part, je suis en dehors de ça : j'ai atteint tous mes objectifs. Je ne suis pas personnellement pris dans la concurrence ou la pression de produire des articles et de publier – d'ailleurs je produis suffisamment – mais je vois bien à quel point le fonctionnement même de l'université amène à cette fragmentation. Il y a à la fois quelque chose d'assez traditionnel et quelque chose de nouveau. Le traditionnel c'est que beaucoup de nos activités sont davantage des mises en scène et d'orchestration de la recherche, de la recherche des autres. On invite des gens à parler, on les réunit en colloque, on fait des livres collectifs, etc. On fait passer cette orchestration pour de la recherche alors que ça n'en est pas : ce n'est pas de la recherche, c'est une organisation de la recherche, de l'organisation du dialogue, mais pendant ce temps-là, on ne cherche pas soi-même, on ne produit pas. On est amené à se répéter énormément, on est invité sur les mêmes thèmes, souvent sur des travaux très anciens et, surtout, quand on passe au niveau international, ce qui m'est arrivé avec des traductions en italien, en espagnol, en portugais, en anglais, etc., Depuis que mes travaux ont atteint un certain écho international, une grande part de mon activité est assez répétitive : il s'agit de diffuser, de présenter des travaux anciens. Il y a donc une tension dans mon travail, une tension très forte, entre ce que j'aimerais faire – c'est-à-dire ce qui est plus créatif, donc plus nouveau pour moi – et ce qui est plus ancien et que je dois continuer à présenter. J'essaie chaque fois d'ajouter de petites touches nouvelles, des angles nouveaux, mais c'est quand même de la répétition. Nécessaire sans doute. Je pense qu'il y a quelque chose d'assez traditionnel, qui est lié intrinsèquement au travail qu'on fait, mais il y peut-être quelque chose de nouveau, c'est le fait qu'il y a de plus en plus de gens qui invitent, qui font des colloques, des livres collectifs, des revues en ligne, etc. Alors, quantitativement, je n'ai pas fait d'études sur ce point, vous, vous pourrez peut-être en faire, voir s'il y a de plus en plus effectivement de colloques, de journées d'études, d'invitations, moi je n'en sais rien, mais j'ai



l'impression qu'il y a une sorte d'inflation de ce genre de mises en scène de la recherche – en tout cas j'ai l'impression de la subir.

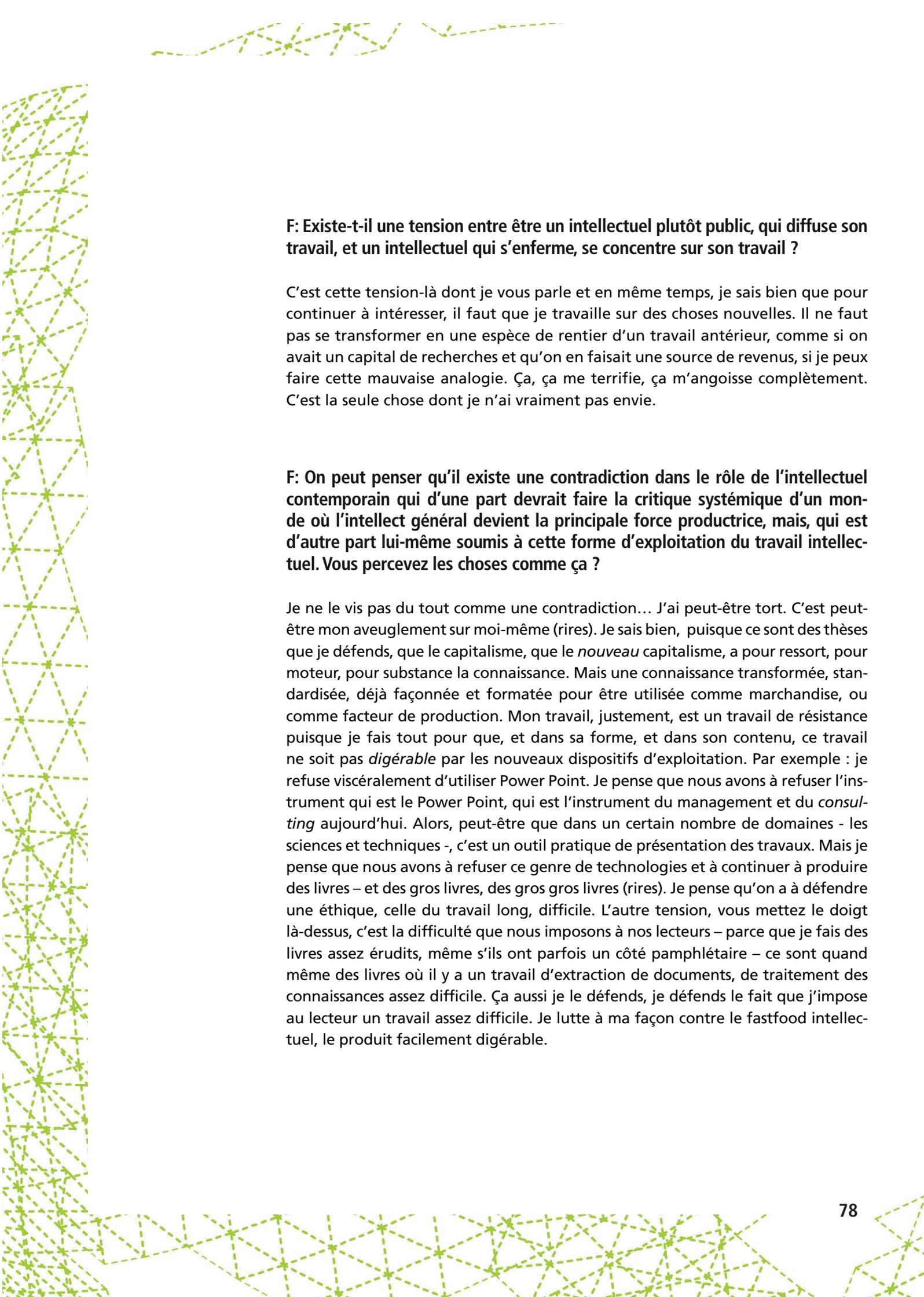
Alors, est-ce que c'est lié au fonctionnement de plus en plus concurrentiel, au fait que de plus en plus de gens, et des jeunes en particulier sont conduits à organiser aussi des numéros de revue, des colloques, des journées d'études pour allonger leur CV ? Peut-être. Les revues ? Alors il y a ça aussi que vous connaissez peut-être mieux que moi, est-ce qu'il n'y a pas aussi une inflation de revues, en particulier de revues en ligne, qui multiplient les invitations à publier articles et entretiens ? J'ai l'impression que je reçois de plus en plus ce genre d'invitations. Mais c'est peut-être une grande chance, hein ! J'ai l'air de me plaindre mais en même temps c'est peut-être ça aussi qui fait la renommée de quelqu'un et de ses travaux ? Le fait qu'il soit de plus en plus invité à répondre à des questions, ça veut dire qu'il est de plus en plus intéressant, non ? (rires).

F: C'est difficile de voir quelle est la cause et quelle est la conséquence, en fait.

Voilà ! Et j'ajoute que, comme je suis vieux et jeune en même temps : vieux en âge mais jeune dans l'université, ma situation est très paradoxale, je n'ai pas l'expérience, pas de perspective longue sur les évolutions du travail. Ce que je peux vous dire, c'est que je suis frappé du nombre d'enseignants parmi mes collègues, qui sont dans la plainte, dans la déploration, dans la nostalgie d'un état ancien de l'université et du travail académique. Les plus âgés ne cessent de regretter une période antérieure où ils avaient moins de travail, moins de pression, plus de temps.

F: Existe-il des façons de résister à ce processus ?

Oui : en disant non. Il faudrait refuser. Si l'on peut. Pour les jeunes, la difficulté, c'est qu'ils ont besoin d'aligner des lignes de CV, la pression est terrible. Je le vois dans les comités de recrutement d'enseignants : la norme, les standards de recrutement, se sont considérablement élevés. Moi je pourrais dire non, ce que je fais de plus en plus souvent. Mais c'est difficile parce qu'il y a des gens qui sont vraiment - substantiellement - intéressés par mes travaux. Et la signification du travail qu'on fait, c'est quand même la communication. Il est donc un peu délicat de s'y refuser, impossible même.



F: Existe-t-il une tension entre être un intellectuel plutôt public, qui diffuse son travail, et un intellectuel qui s'enferme, se concentre sur son travail ?

C'est cette tension-là dont je vous parle et en même temps, je sais bien que pour continuer à intéresser, il faut que je travaille sur des choses nouvelles. Il ne faut pas se transformer en une espèce de rentier d'un travail antérieur, comme si on avait un capital de recherches et qu'on en faisait une source de revenus, si je peux faire cette mauvaise analogie. Ça, ça me terrifie, ça m'angoisse complètement. C'est la seule chose dont je n'ai vraiment pas envie.

F: On peut penser qu'il existe une contradiction dans le rôle de l'intellectuel contemporain qui d'une part devrait faire la critique systémique d'un monde où l'intellect général devient la principale force productrice, mais, qui est d'autre part lui-même soumis à cette forme d'exploitation du travail intellectuel. Vous percevez les choses comme ça ?

Je ne le vis pas du tout comme une contradiction... J'ai peut-être tort. C'est peut-être mon aveuglement sur moi-même (rires). Je sais bien, puisque ce sont des thèses que je défends, que le capitalisme, que le *nouveau* capitalisme, a pour ressort, pour moteur, pour substance la connaissance. Mais une connaissance transformée, standardisée, déjà façonnée et formatée pour être utilisée comme marchandise, ou comme facteur de production. Mon travail, justement, est un travail de résistance puisque je fais tout pour que, et dans sa forme, et dans son contenu, ce travail ne soit pas *digérable* par les nouveaux dispositifs d'exploitation. Par exemple : je refuse viscéralement d'utiliser Power Point. Je pense que nous avons à refuser l'instrument qui est le Power Point, qui est l'instrument du management et du *consulting* aujourd'hui. Alors, peut-être que dans un certain nombre de domaines - les sciences et techniques -, c'est un outil pratique de présentation des travaux. Mais je pense que nous avons à refuser ce genre de technologies et à continuer à produire des livres - et des gros livres, des gros gros livres (rires). Je pense qu'on a à défendre une éthique, celle du travail long, difficile. L'autre tension, vous mettez le doigt là-dessus, c'est la difficulté que nous imposons à nos lecteurs - parce que je fais des livres assez érudits, même s'ils ont parfois un côté pamphlétaire - ce sont quand même des livres où il y a un travail d'extraction de documents, de traitement des connaissances assez difficile. Ça aussi je le défends, je défends le fait que j'impose au lecteur un travail assez difficile. Je lutte à ma façon contre le fastfood intellectuel, le produit facilement digérable.



F: Être à l'université a-t-il changé votre rapport avec les maisons d'édition, avec les médias ?

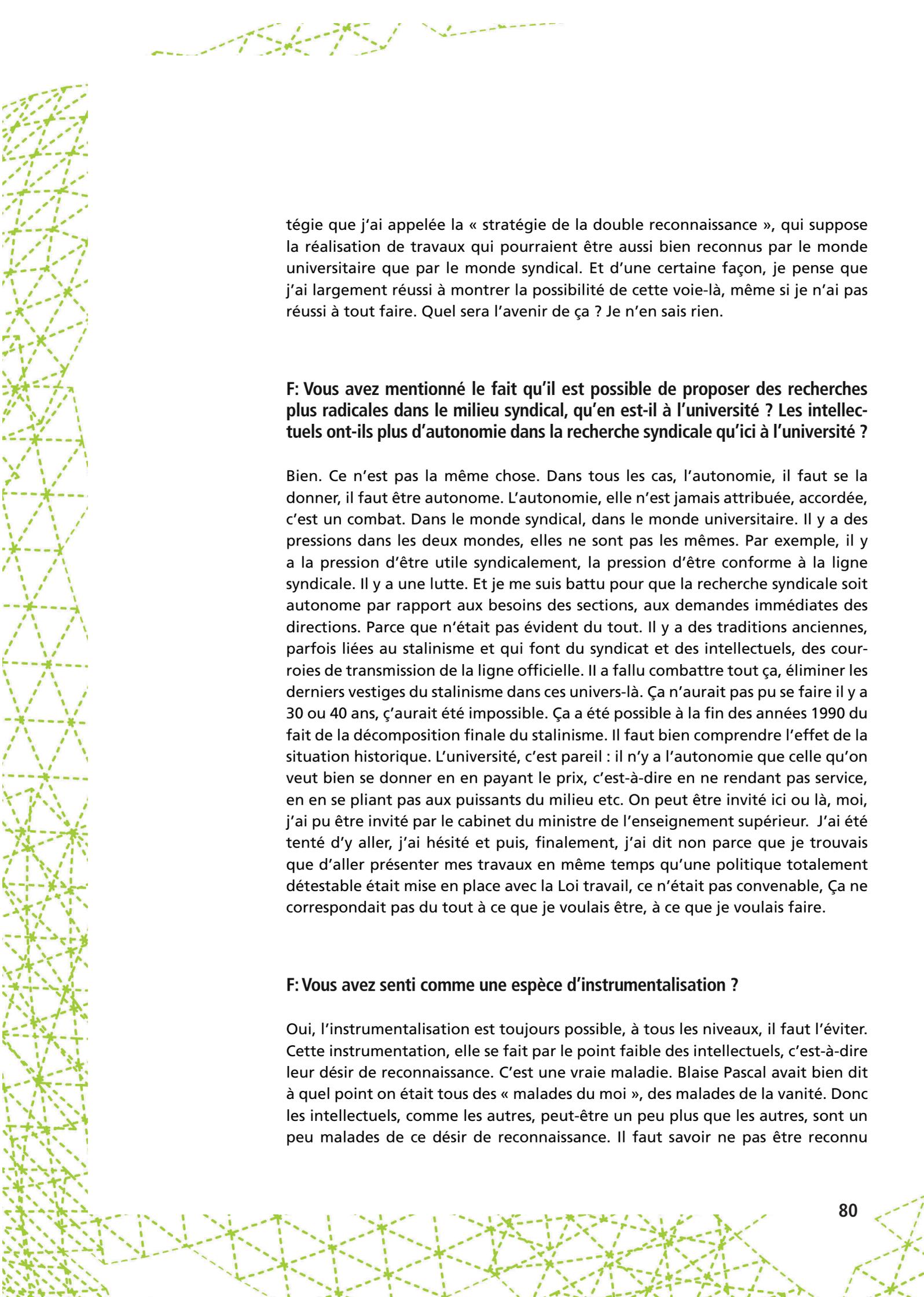
Non.

F: Parce que vous avez toujours publié de toute façon ?

Oui.

F: Comment pourriez-vous comparer votre travail ici au laboratoire Sophiapol et celui que vous avez mené à la FSU ? Y a-t-il une espèce d'éloignement de la base ou non ? C'est complémentaire ?

Oui, c'est assez complémentaire. Évidemment, je l'ai dit, j'ai moins de temps à consacrer à l'activité militante, d'une part, et à la recherche syndicale, d'autre part. Mais je tiens à animer toujours un chantier à l'institut de recherche syndicale [FSU]. Il s'appelle « politiques néolibérales et alternatives syndicales ». Je tiens à toujours publier, à répondre le plus favorablement possible aux demandes qui me sont faites par les sections syndicales. Je reste un chercheur dans le monde syndical, je reste tout à fait attaché à l'idée que ces organisations peuvent produire une recherche de qualité. J'y tiens absolument contre tous ceux qui ont pensé que la recherche syndicale était un oxymore, tel François Dubet, qui ont toujours dit que la recherche syndicale ne valait pas grand-chose. Moi, je me fais un point d'honneur à développer, dans ce monde-là, une recherche ayant la même valeur que dans l'université, même plus de valeur sur certains points que certains travaux universitaires du fait qu'ils sont faits d'un point de vue plus radical. Je pense que la radicalité, dans beaucoup de cas, comme le disait déjà Max Weber, offre la chance de développer des points de vue originaux que l'université n'est pas capable de développer. Et sur l'école, l'université, les travaux qu'on a menés depuis la fin des années 90, je considère qu'en France, ce sont des travaux non seulement valables, mais aussi pionniers, en avance sur ce que l'université pouvait faire. Et aujourd'hui, je vois avec bonheur que toute une série de gens importants dans le monde de la sociologie de l'éducation en viennent à reconnaître des travaux qui ont été faits dans le monde syndical. Et qu'ils reconnaissent qu'ils en ont été marqués. La recherche syndicale que j'ai menée avec d'autres a eu des effets sur le monde universitaire. Beaucoup de mes camarades des syndicats ne comprennent pas bien cela. Ils pensent encore en termes de schémas de communication unilatérale allant de l'université vers le monde syndical, comme s'il s'agissait d'un déversement de la recherche universitaire critique vers le monde syndical. Or, ce que j'ai essayé de construire et de penser avec d'autres, c'est une tout autre stra-



tégie que j'ai appelée la « stratégie de la double reconnaissance », qui suppose la réalisation de travaux qui pourraient être aussi bien reconnus par le monde universitaire que par le monde syndical. Et d'une certaine façon, je pense que j'ai largement réussi à montrer la possibilité de cette voie-là, même si je n'ai pas réussi à tout faire. Quel sera l'avenir de ça ? Je n'en sais rien.

F: Vous avez mentionné le fait qu'il est possible de proposer des recherches plus radicales dans le milieu syndical, qu'en est-il à l'université ? Les intellectuels ont-ils plus d'autonomie dans la recherche syndicale qu'ici à l'université ?

Bien. Ce n'est pas la même chose. Dans tous les cas, l'autonomie, il faut se la donner, il faut être autonome. L'autonomie, elle n'est jamais attribuée, accordée, c'est un combat. Dans le monde syndical, dans le monde universitaire. Il y a des pressions dans les deux mondes, elles ne sont pas les mêmes. Par exemple, il y a la pression d'être utile syndicalement, la pression d'être conforme à la ligne syndicale. Il y a une lutte. Et je me suis battu pour que la recherche syndicale soit autonome par rapport aux besoins des sections, aux demandes immédiates des directions. Parce que n'était pas évident du tout. Il y a des traditions anciennes, parfois liées au stalinisme et qui font du syndicat et des intellectuels, des courroies de transmission de la ligne officielle. Il a fallu combattre tout ça, éliminer les derniers vestiges du stalinisme dans ces univers-là. Ça n'aurait pas pu se faire il y a 30 ou 40 ans, ç'aurait été impossible. Ça a été possible à la fin des années 1990 du fait de la décomposition finale du stalinisme. Il faut bien comprendre l'effet de la situation historique. L'université, c'est pareil : il n'y a l'autonomie que celle qu'on veut bien se donner en en payant le prix, c'est-à-dire en ne rendant pas service, en en se pliant pas aux puissants du milieu etc. On peut être invité ici ou là, moi, j'ai pu être invité par le cabinet du ministre de l'enseignement supérieur. J'ai été tenté d'y aller, j'ai hésité et puis, finalement, j'ai dit non parce que je trouvais que d'aller présenter mes travaux en même temps qu'une politique totalement détestable était mise en place avec la Loi travail, ce n'était pas convenable, Ça ne correspondait pas du tout à ce que je voulais être, à ce que je voulais faire.

F: Vous avez senti comme une espèce d'instrumentalisation ?

Oui, l'instrumentalisation est toujours possible, à tous les niveaux, il faut l'éviter. Cette instrumentation, elle se fait par le point faible des intellectuels, c'est-à-dire leur désir de reconnaissance. C'est une vraie maladie. Blaise Pascal avait bien dit à quel point on était tous des « malades du moi », des malades de la vanité. Donc les intellectuels, comme les autres, peut-être un peu plus que les autres, sont un peu malades de ce désir de reconnaissance. Il faut savoir ne pas être reconnu

[rires]. Il n'est pas toujours bon d'être reconnu, on ne doit pas être reconnu par n'importe qui. Il y en a même qui vont chercher des légions d'honneur, des titres, ou de l'argent... Ça, je crois qu'il faut le refuser.

F: Au nom de l'autonomie peut-être.

F: Je reprends l'entretien de 2004 où vous disiez préférer intervenir dans les médias écrits par rapport à la radio ou la télévision. Est-ce que ça a changé avec les réseaux socionumériques ?

Ça a beaucoup changé. La télévision, on n'y passe jamais. Avec mon ami Pierre Dardot⁴, on a toujours dit non à toutes les émissions de télévision et on a eu raison, car c'était pour nous demander des choses sur ce que nous ignorions ou maîtrisons mal. Par contre, à la radio, on y a été très souvent : France Inter, France Culture, etc. Des émissions sur les livres qui paraissent. Et puis, d'autre part, nous avons été souvent sollicités pour être filmés à différentes occasions, soit en participant à des films, des documentaires, un peu comme des experts – il y en a un qui passera en janvier sur Arte, où j'interviens sur l'histoire de l'université – soit sur des entretiens comme sur *Mediapart*, sur des sites de ce genre. On fait de petits films pour présenter les ouvrages quand ils paraissent.

4 Pierre Dardot est chercheur rattaché au laboratoire Sophiapol de l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense et professeur en classes préparatoires à Paris. Spécialiste de Hegel et de Marx, il est animateur depuis 2004 du groupe d'études et de recherches « Question Marx » avec Christian Laval. Ouvrages : *Sauver Marx ?* (avec Christian Laval et El Mouhoub Mouhoud), La Découverte, 2007 ; *La Nouvelle raison du monde* (avec Christian Laval), La Découverte, 2009 ; *Marx, prénom : Karl* (avec Christian Laval), Gallimard, 2012 ; *Commun* (avec Christian Laval), La Découverte, 2014.

5 Dardot et Laval. « Comment sortir de la nuit néolibérale ». Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=3dTUM6ulypp>

F: On a justement repéré cet entretien de Mediapart qui a été ensuite diffusé sur YouTube⁵. Est-ce que vous trouvez que c'est plus facile désormais de trouver des émissions à partir d'Internet et des médias sociaux ?

Oui, oui, c'est certainement un moyen de diffusion extraordinaire parce qu'on peut faire des dizaines et des dizaines de rencontres publiques, aller aux quatre coins de la France ou d'Europe pour présenter nos travaux, pour toucher chaque fois quelques centaines de personnes. Là, ce sont des moyens extraordinaires qui permettent de toucher quelques milliers de personnes. C'est incontestable. Ça permet justement de se faire beaucoup mieux connaître. Quel est l'effet sur le public ? J'aurais du mal à l'expliquer. Il faut demander aux gens si ça les incite à lire, à aller plus loin ou si ça leur fait plutôt l'économie de lire. Pour nous, quand on publie des livres, l'important c'est qu'ils soient lus, ce n'est pas pour se montrer. On ne fait pas des livres, comme le jeu des médias y incite, pour passer à la télé. Nous, c'est vraiment le contraire. C'est vraiment pour que les gens puissent être intéressés par les livres. Pour moi, et je pense que c'est pareil pour Pierre, nous sommes des gens du livre, vraiment, beaucoup plus que du blog – j'ai commencé un blog sur *Media-*

6 ANDRADE, Daniel Pereira; OTA, Nilton Ken. Uma alternativa ao neoliberalismo: Entrevista com Pierre Dardot e Christian Laval. *Tempo social*, v. 27, n. 1, p. 275-316, June 2015. Disponible sur: <http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0103-20702015000100275&lng=en&nrm=iso>. Dernière consultation : le 12 décembre 2016.

part, je n'y arrive pas, je n'arrive pas à être dans le tempo du blog. Nous faisons, avec quelques collègues et militants, un site – qui n'a pas beaucoup de succès pour l'instant – qui s'appelle Collectif critique et qui devrait vous intéresser. Il publie des textes anonymes justement pour casser la personnalisation. C'est un groupe qui va bientôt se connecter avec des Italiens, on va faire un groupe franco-italien. Nous cherchons à ne pas apparaître sous nos noms, mais de fonctionner en collectif. Quelque chose d'un peu original. Nous cherchons à paraître tout à fait autrement que comme des auteurs.

F : Justement, je me rappelle d'un entretien que vous avez donné à d'autres chercheurs brésiliens⁶ où vous disiez qu'il fallait dépasser cette opposition entre intellectuel spécifique et intellectuel universel et vous aviez proposé cette idée de l'intellectuel collectif.

Oui, je pense que nous ne sommes pas des intellectuels universels. Nous ne le désirons pas. Pas plus que d'être des intellectuels organiques, d'organisations, ou spécifiques au sens où nous serions des experts d'un domaine. En même temps, nous sommes un peu tout ça. Nous sommes un peu des Intellectuels collectifs : nous participons à des collectifs, Nous avons créé plusieurs groupes de recherche – dont Collectif critique – nous fonctionnons en collectif, comme à la FSU aussi. Intellectuel spécifique, moi je le suis un peu, pas Pierre, mais moi. Je le suis un peu dans le sens où j'ai écrit des choses sur l'école à partir de mon travail d'enseignant. On se dirait plutôt intellectuels transversaux pour dire qu'on traverse des milieux différents. Je dirais qu'on est des intellectuels tangentiels (rires). J'ai utilisé ce truc d'intellectuels tangentiels un peu pour faire rire les gens, pour signifier quelque chose de sérieux, qu'on est toujours à la limite de l'université, du syndicalisme, de la politique. Donc on est à la fois transversaux, on traverse ces milieux, on connecte des milieux différents, de par nos différentes appartenances. Nous ne sommes pas seulement de l'université, des partis, de ceci ou de cela. Mais en même temps, nous sommes tangentiels. En français, il y a une expression qui est « prendre la tangente », c'est-à-dire fuir. Prendre la tangente, c'est s'en aller. Et donc, pour nous c'est aussi une possibilité de sortir assez vite, d'éviter de s'enliser dans des disputes propres à des milieux, à des conflits politiques internes à des organisations ou à l'université. Nous échappons à ça systématiquement. Nous sommes aussi un peu deleuziens, dans le sens de l'éloge de la fuite. Donc, on est un peu bourdieusien pour l'autonomie, un peu deleuziens pour la fuite. On prend les lignes de fuite. Et on est un peu guattariens pour la transversalité ... (rires).



F: En reprenant le débat sur l'autonomie, cette position tangentielle, ce n'est pas aussi une manière d'échapper aux contraintes des institutions pour produire quelque chose ?

C'est tout à fait ça : se donner une liberté, une marge de manœuvre qui n'est pas celle des champs à la Bourdieu. Lui pense l'autonomie dans un champ qui instaure ses propres règles de fonctionnement, mais ce qu'il n'a pas l'air de voir, c'est qu'en se donnant ses propres règles de fonctionnement, on s'enferme aussi, y compris dans des conflits vains. Nous, nous créons des conditions – car ce n'est pas seulement de la liberté abstraite – et organisons des dispositifs qui nous permettent d'échapper à l'emprise trop forte d'organisations qui nous demanderaient un dévouement total, un engagement complet et une obéissance tout à fait achevée au sens qu'elle nous achèverait (rires). Oui, c'est notre condition de survie et de productivité.

F: Puisque vous essayez d'échapper à l'instrumentalisation et que vous refusez de parler de sujets qui ne vous concernent pas, comment choisissez-vous les médias ou les émissions dans lesquels vous intervenez ?

C'est très simple : d'abord, on n'est pas invité si souvent. On n'a pas non plus la possibilité de refuser tout le temps, on n'est pas des stars. Au point, où l'on pourrait commencer à choisir. Au fond, on accepte à peu près toutes les invitations. Les invitations à la radio, des entretiens dans les journaux, dans la presse. Ce qu'on a refusé, c'était des émissions où nous étions invités sur un malentendu, simplement parce que c'était le fonctionnement du média. C'est-à-dire qu'un jour on m'a demandé de venir sur un plateau de télévision – celui de Frédéric Taddei, *Ce Soir (ou jamais !)* – où tout le monde est assis et dit n'importe quoi sur n'importe quel sujet et se bat pour prendre la parole. On m'avait demandé de parler du micro-crédit en Inde face à Jacques Attali. Non, Jacques Attali ne m'intéresse pas ; la microfinance en Inde, je n'y connais rien. Je reste chez moi. J'ai donc répondu que le jour où vous aurez une émission et j'aurai quelque chose à dire sur un sujet que je connais à peu près, je viendrai. Parce que le fonctionnement des médias, c'est ça : parler de n'importe quoi pour se montrer. On n'est pas du tout dans ce fonctionnement parce qu'il faut bien comprendre que ceux qui vous invitent, très souvent, sont des jeunes assistants, souvent très précaires, et qui ne connaissent pas grand chose mais à qui on a ordonné de rassembler 10 personnes comme ça, pour le lendemain ou le sur-lendemain. Alors, une fois qu'on a refusé, on est cuit : je n'ai plus jamais eu un coup de téléphone. Je suis peut-être sur une liste noire, en tout cas je suis certainement un « mauvais client », quelqu'un qui fait le difficile (rires). Et des fois, on hésite. J'ai reçu l'année dernière – en juin – une invitation à parler à la radio sur France Culture des chemins de fer, de la SNCF. Dans un premier temps, je dis « non », je n'y connais



rien à la SNCF. Ensuite, l'animateur me rappelle et me dit « oui, ma collaboratrice s'est peut-être mal exprimée. En réalité, ce que j'aimerais c'est qu'à propos de la grève à la SNCF, vous parliez des services publics et du rapport entre les services publics et le néolibéralisme et de votre problématique du commun, etc ». Alors là, j'ai dit « oui, je comprends mieux ». Je vois ce que je peux faire. Je suis là pour éclairer de loin, donner un cadre beaucoup plus vaste. Là, je comprends ce qu'on me demande. Dans un premier temps, j'ai refusé parce que c'était hors sujet, ce n'était pas dans mes compétences.

F: En 2004, vous avez mentionné l'importance du mouvement de mai 68 pour votre engagement intellectuel. Voyez-vous une continuité des valeurs de mai 68 avec les manifestations qui ont eu lieu plus récemment, au Brésil, au Québec, en Espagne ?

Oui. Enfin, la continuité, je la vois parce que c'est évident : je pense qu'en dépit du néolibéralisme, nous vivons encore dans la continuité d'un grand mouvement, parfois souterrain, parfois peu audible, d'un grand mouvement historique de lutte pour la démocratie. Depuis deux siècles et demi, ce combat a pris des formes différentes, mais n'a jamais cessé. Mai 68 peut être compris comme un moment d'insurrection en faveur de la liberté et de l'égalité pour réaliser les valeurs de ce mouvement démocratique profond. Évidemment, c'est comme de temps en temps un volcan qui se réveille, il y a des éruptions ici et là. Ce mouvement continue. Après, il y a la question de la perception. Pour percevoir cette continuité historique en dépit des épisodes, des phases, des périodes très différentes et des aspects très différents de la vie selon les générations qui passent, il faut rester soi-même fidèle à des combats de jeunesse. C'est-à-dire que beaucoup de gens qui ont vécu mai 68 ont fait tout à fait autre chose et ont perdu la conscience de cette continuité historique parce que la vie les a amenés à s'intéresser à d'autres choses, à abandonner la vie politique, etc. Pour moi, c'est quelque chose de très important et notre travail à nous qui avons vécu ces épisodes antérieurs, c'est un travail de transmission que je n'hésite pas à qualifier de travail ou de devoir d'éducateur : on a le privilège d'avoir vécu une époque, d'avoir une certaine culture politique, intellectuelle, philosophique, etc. Donc, notre travail consiste, envers les jeunes générations, à leur apporter des connaissances, des outils...

F: Vous êtes au courant de l'actualité politique au Brésil... J'ai vu que vous étiez là-bas récemment.

Oui !



F: On entend beaucoup un discours qui voudrait délégitimer les institutions traditionnelles, comme les syndicats et les partis politiques, dans l'espace public pour dire qu'ils n'ont plus la légitimité pour intervenir, pour faire du militantisme, parce que le monde a changé. À votre avis, c'est vrai ou est-ce qu'il s'agit d'une stratégie néolibérale pour délégitimer le syndicalisme ?

Oui, oui. Le néolibéralisme est un discours très offensif, agressif, envers tout ce qui a constitué les piliers de la démocratie, y compris la démocratie libérale sous ses formes traditionnelles, limitées, restreintes. La stratégie néolibérale consiste à ne donner de la légitimité qu'aux experts, aux économistes, aux managers. Et donc à discréditer tout ce qui relève de l'ancien monde de la démocratie libérale classique. Donc, il y a effectivement une espèce de guerre des élites. Des gens comme Pareto, Mosca, parlaient de l'histoire comme « cimetière des élites ». On a un peu cela avec la nouvelle élite néolibérale qui veut s'imposer au détriment de l'ancienne. Mais cette dernière s'accroche. Moyennant quoi il y a une sorte d'alliance terrifiante – surtout au Brésil – entre les vieux corrompus de la vieille classe politique et les nouveaux managers. Ça se voit aussi en France : il y a une sorte d'accord qui est en train de s'établir entre les anciens et les modernes.

F: Est-ce qu'on peut dire la même chose du discours qui déclare : « on va chasser les corrompus ». Une espèce de discours moral pour changer la politique sur place. C'est aussi une stratégie ?

Oui, ça peut être, en France, la stratégie d'Emmanuel Macron, par exemple. C'est-à-dire des jeunes qui prétendent faire le ménage, laver plus blanc que blanc, se débarrasser de la corruption sans voir une seule seconde que le néolibéralisme a précisément encouragé au contraire le cynisme, la corruption, la prédation des richesses. Oui, c'est une des composantes du néolibéralisme. Le néolibéralisme qui a ceci d'extraordinaire, c'est qu'en tant que rationalité politique, il peut se mélanger à beaucoup d'idéologies, dont l'idéologie technocratique managériale uniquement intéressée par la performance.

F: Au Brésil, on voit l'émergence d'un discours conservateur dans les médias, dans les réseaux sociaux. À votre avis, comment les intellectuels critiques peuvent-ils réagir à ça ? Quelle est leur alternative alors que l'espace public et l'espace politique ont changé complètement ?

Oui, le contexte est difficile. Pas seulement parce qu'il y a une espèce de complémentarité antagonique entre ce discours néolibéral modernisateur dont vous parlez et la réaction conservatrice, ou néoconservatrice, moraliste et religieuse.



On voit qu'il y a une tension entre ce discours économique tourné vers les marchés extérieurs et un discours du vieux conservatisme tenté par le repli national et la restauration d'anciennes valeurs ou la réhabilitation de vieilles communautés religieuses. Il y a une tension. En même temps, il y a une tentative d'accord, ou de compromis. Ces tensions, on les a vues en Angleterre avec le Brexit. On les a vues avec cette tentation de se replier sur la nation, avec le développement d'un nationalisme xénophobe d'un côté et, de l'autre, en face, les tenants d'une ouverture de la société.

La gauche en général a du mal à se situer et on pourrait dire qu'elle est prise en étau car, d'une certaine façon, elle pourrait adhérer à la critique de l'ouverture tous azimuts de la nation au marché. Elle pourrait comprendre pourquoi et comment une grande partie des classes populaires finalement souffrent de la mondialisation, la refusent, sont tentées par le repli, etc. Mais, en même temps, la gauche est moderniste, elle voudrait toujours aller de l'avant, s'ouvrir au monde, elle est internationaliste. C'est une situation extrêmement dangereuse où la gauche est en passe de disparaître déjà dans un grand nombre de pays. En Pologne, il n'y a plus de gauche au Parlement. Elle a été balayée en Hongrie, risque d'être balayée en France, etc. On rentre dans un autre monde où les polarisations politiques ont été bouleversées.

Alors, le travail des intellectuels, dans cette mauvaise conjoncture, c'est de se réaffirmer de gauche, de réaffirmer que les valeurs de la démocratie, d'égalité, etc., ont toujours leur place. Leur travail est considérable. Ça peut paraître prétentieux de dire ça – mais ce travail consiste à réinventer la gauche, à lui donner un nouveau lexique, une nouvelle grammaire, de nouveaux concepts. Moi, j'ai l'impression - l'analogie est toujours mauvaise - qu'on est un peu dans une phase analogue à celle de 1820 à 1840 quand le socialisme a été inventé. J'ai le sentiment qu'il faut réinventer un projet émancipateur, au moins le reformuler. Dans un contexte particulièrement difficile parce que les intellectuels ne sont plus portés, aidés par un mouvement social ouvrier puissant. Ils ne sont plus portés par une conflictualité sociale claire et ceci du fait qu'une grande partie des classes populaires et des classes moyennes ont basculé du côté de la droite et de l'extrême-droite.

On peut parler d'une certaine solitude des intellectuels critiques. Leur problème n'est plus tellement d'être autonomes par rapport au mouvement ouvrier, au parti communiste, comme ça a été le cas longtemps, en particulier dans les pays de l'Est. Non, leur problème est très différent, leur problème c'est leur isolement dans l'espace public et ceci du fait qu'on a l'impression qu'il n'y a pas grand-chose qui les aide : les médias ne les aident pas, l'université voudrait bien qu'ils fassent autre chose que produire du contenu critique, le mouvement ouvrier est affaibli... Est-ce que la nouvelle gauche ... ? Oui, j'irais même jusqu'à poser cette question : est-ce que les nouvelles forces de gauche attendent quelque chose des intellectuels ? Est-ce qu'il *faut* qu'elles attendent quelque chose des intellec-



tuels ? Je ne sais pas très bien. Moi, je pense qu'on avance un peu en tâtonnant. Notre projet du Collectif critique est une tentative par la pratique de répondre à cette question-là. C'est-à-dire que nous ne théorisons pas la situation des intellectuels d'aujourd'hui, on essaye de trouver notre place. De définir ou redéfinir notre rôle avec cette idée que c'est par la pratique que nous parviendrons à redéfinir justement ce que pourrait être aujourd'hui un intellectuel critique, qui ne soit pas uniquement enfermé dans son travail, dans sa tour d'ivoire, qui ne soit pas instrumentalisé. Continuer à fournir des armes à la critique sans savoir ce que ça va donner.

Juste un point là-dessus sur les moments de fatigue et de doute qu'on peut avoir, ça fait très longtemps que nous produisons des outils critiques et donc, à un moment donné, on est amené à s'interroger sur l'utilité de ce qu'on a fait parce que, dans une phase de recul, on peut très bien se dire qu'on aide, d'une certaine façon, à ne pas trop reculer. C'est déjà ça. Ce qui est clair, en tout cas, c'est qu'on n'a pas aidé à avancer. Vous voyez que ce n'est pas une situation très confortable, qui n'offre pas beaucoup de satisfaction. Aider et contribuer à ce qu'on ne recule pas plus (rires)... Et tout en ayant le sentiment que notre diagnostic est bon et qu'il se vérifie au fur et à mesure que les choses se dégradent, ce n'est pas une situation facile. Mais est-ce que ce n'est pas le lot des intellectuels depuis très longtemps ? Je pense à tous ces gens qui ont analysé depuis 30 ou 40 ans la dégradation de l'environnement et du climat. Est-ce que ce n'est pas une situation vécue déjà avec un certain désespoir par beaucoup de gens qui ont vu, avant les autres, les conséquences du cours des choses ?

C'est très prétentieux, mais vous comprenez, c'est très difficile de penser avoir dit des choses importantes, justes, qui se vérifient, d'avoir plutôt raison, tout en n'ayant pas vu les effets de ce qu'on a dit. On a l'impression d'avoir averti des gens, mais qu'on n'a toujours pas de prise, qu'on n'a pas eu de relais du fait même que ça ne dépend pas de nous. Parce que l'intellectuel, il peut toujours avoir l'impression par illusion de la force de son idée, « la force intrinsèque de l'idée vraie », comme disait Bourdieu en s'inspirant de Spinoza. En réalité, non, du fait même que le cours des choses ne dépend pas de lui, il dépend d'un tas de rapports de force, qu'il peut analyser. Moi, je ne cesse d'analyser la façon dont le néo-libéralisme défait la capacité de résistance, la capacité d'imaginer une alternative. On peut très bien comprendre pourquoi nous sommes dans cette situation-là. Mais ce n'est pas parce qu'on croit comprendre pourquoi nous en sommes là que nous avons prise sur le cours des choses.

F: Par contre, on ne peut pas arrêter de faire la critique ?

Non, ce qui est possible, ce qu'on a fait avec Pierre – et je crois que c'est important de le dire – c'est qu'on a eu cette phase critique – qu'on continue à avoir –,



mais ce qui nous a semblé très important de faire aussi c'est de dégager les lignes alternatives, les pistes d'avenir, d'écouter les mouvements sociaux, les expérimentations politiques dans le monde entier. D'écouter et de prendre au sérieux les discours, les théories nouvelles, pour essayer de contribuer à la rationalité alternative. C'était cela le sens de notre livre *Commun*, qui est vraiment tourné vers l'avenir, un peu comme une bouteille à la mer, sans savoir ce que ça donnera, mais avec cette volonté maintenant de passer à autre chose. À l'idée d'un autre monde possible. Quel pourrait être un autre monde possible ?

On n'a pas beaucoup parlé de Nanterre. C'est important de développer cet aspect de l'université, sur ce qu'on peut faire à l'université. J'ai beaucoup parlé de choses en dehors de l'université, mais à l'université, j'ai quand même essayé, depuis que j'y suis, d'aider les nouvelles générations d'intellectuels critiques. Je pense qu'à Nanterre, nous voyons naître de nouvelles générations, de jeunes doctorants, docteurs, postdoctorants de tous les pays, désireux de renouer avec la tradition critique. Notre travail, à l'université, je pense que c'est de les aider à se former et à être le plus créatifs possible.

Ce qui est également possible, c'est de décloisonner les courants critiques qui étaient jusqu'alors, surtout en France, organisés par écoles, par courants, selon une structure que j'appelle celle des « tuyaux d'orgue » ou des « silos », de grandes colonnes étanches, sans communication : les bourdieusiens, les marxistes, les deleuziens, les foucaaldiens... Tout ça, c'est un univers qu'on idéalise aujourd'hui, mais qui fonctionnait de façon, à mon avis, très problématique parce que ce fonctionnement supposait une adhésion et des formes d'assujettissement intellectuel à des maîtres ou à des doctrines très peu satisfaisantes sur le plan de la fécondité, de la liberté. Donc, aujourd'hui, je crois qu'on est passé à autre chose et j'aide le plus possible à ce décloisonnement. Je pense par exemple au grand colloque international qu'on a fait et qui s'appelait « Marx et Foucault », en 2014, un moment assez heureux où on a pu faire se croiser différents courants.

À l'université, je pense qu'il y a deux choses à faire : d'abord mêler les générations, les faire se rencontrer, puis organiser une sorte de transversalité entre les courants critiques. Ça me paraît important. Troisième idée : ce qu'on essaye de développer avec des jeunes, c'est un travail sur ce que nous appelons les « pratiques utopiques ». C'est faire en sorte que l'université soit aussi un lieu où des expérimentateurs politiques, économiques ou sociaux, des expérimentateurs de choses nouvelles, de pratiques nouvelles, puissent venir expliquer ce qu'ils font et en discuter avec des chercheurs. C'est un aspect un peu original, mais c'est aussi en continuité, mais autrement, avec ce que j'ai fait dans le monde syndical. C'est-à-dire que je pense que l'université est beaucoup trop séparée du monde social. Justement, en 68, ce qui était intéressant, c'était ouvrir l'université non pas sur le monde de l'entreprise, comme le néolibéralisme veut le faire, mais à l'ensemble de la société, pour que ce soit un lieu de formation, de discussion, de rencontres, etc. Je pense que ça, on peut toujours le faire aujourd'hui.



**F: J'imagine que c'est plutôt votre propre initiative que celle de l'université ?
Ou l'université ici [à Nanterre] est plus ouverte ?**

On essaye d'utiliser les interstices, les moyens qu'on a. On a, par exemple, ici une chaire d'économie et société collaboratives, coopératives et solidaires. On essaye d'utiliser cette chaire pour organiser des rencontres entre étudiants et praticiens sociaux ou économiques. Donc il y a quelques moyens. Je ne dis pas que c'est la ligne de l'Université, elle serait tentée de se tourner, comme toutes les universités du monde, vers des entrepreneurs et des entreprises qui ont de l'argent, mais on a quelques occasions qu'il faut arriver à saisir pour faire autre chose.

F: Votre travail sur Marx, il s'insère aussi dans cette logique de l'université ?

Oui et non. Le groupe « Question Marx » est totalement indépendant de l'université, mais nous l'avons affilié au Sophiapol. Nous avons intégré cette dimension-là au Sophiapol tout en restant indépendants. Ça fait partie de ce caractère tangentiel du travail, où on essaye de s'articuler à l'institution tout en restant indépendant. Ce groupe est un peu en sommeil aujourd'hui, mais à l'occasion, on le fera renaître. Ce sont des choses assez mobiles ; on crée de petites institutions assez souples de sorte que, selon la conjoncture, on peut les redynamiser.